



Bulletin Spécial édité par la Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel

N° 002 Décembre 2012

La HAPA : Deuxième génération de licences

Journées de réflexion organisées par la HAPA :

Rôle des medias en période électorale

Colloque :

Nature et exigences de la mission de service public



Le rapport annuel est sorti



**La HAPA élue à la Présidence
du RIRM**

Qui sommes-nous ?

La Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel est une Autorité Administrative Indépendante chargée de la régulation de la Presse et de l'Audiovisuel en Mauritanie. Son organe délibérant dénommé «Le Conseil » est composé de six membres. Trois (3) membres dont le Président sont désignés par le Président de la République. Deux (2) membres sont désignés par le Président de l'Assemblée Nationale et un (1) membre désigné par le Président du Sénat.

Nos missions:

La HAPA veille à l'application de la législation et de la réglementation relatives au secteur de la communication. Elle a pour mission de :

- ➡ Contribuer au respect de la déontologie ;
- ➡ Instruire les demandes d'exploitation des stations de Radio et Télévision ;
- ➡ Assurer l'accès équitable des partis politiques, des syndicats et de la société civile aux médias publics ;
- ➡ Favoriser et promouvoir la libre et saine concurrence dans le secteur des médias

Nos pouvoirs:

La HAPA dispose dans le cadre de la mise en œuvre de ses missions, du pouvoir de contrôle et de suivi des activités des entreprises de presse et d'audiovisuel.

Elle peut, à ce titre, procéder aux visites des installations, réaliser des expertises, mener des enquêtes et des études, recueillir toutes les données qu'elle juge nécessaires à l'exercice de son pouvoir. Elle peut prendre contre tout opérateur privé ou public des sanctions administratives, dans les conditions fixées par la loi. Elle statue comme conseil de discipline en matière de presse et de communication audiovisuelle.

Comment nous saisir ?

La HAPA peut être saisie par tout citoyen, acteur politique ou de la société civile sur des questions relevant de son champ de compétences.

Elle peut, à l'attention des pouvoirs législatif et exécutif, formuler des propositions, donner des avis et faire des recommandations sur les questions concernant la presse et l'audiovisuel.

Elle peut être saisie :

- ➡ par voie écrite
- ➡ le Conseil peut se saisir d'office de toute question rentrant dans son domaine de compétences.



L'année 2013 sera certainement cruciale pour nous. Elle verra la HAPA prendre de nouveaux élans, approfondir son action, s'atteler fortement à imprimer ces grands desseins que sont la libre communication et le principe de respect des règles éthiques dans l'esprit de la société et des milieux médiatiques.

Nous avons déjà emprunté les marches qui devront nous mener aux objectifs que nous nous sommes assignés. La HAPA s'est d'abord penchée sur elle-même. Nous avons entrepris une série d'ateliers internes pour permettre à nos cadres de mieux s'approprier les principes qui sous-tendent notre action et de la législation qui la fonde. Les membres de la HAPA ont mis leur compétence et leur expérience au service de leurs collègues et du personnel de notre institution. Nous avons su partager ensemble nos idées, notre savoir-faire, notre force de proposition et créer par cela même une communion au sein de notre institution. C'est là un acquis important et que nous devons toujours préserver.

Face aux manquements aux règles déontologiques, nous avons longuement rencontré les dirigeants des médias, nous avons clairement mis les doigts sur les plaies, nous avons appelé les médias à respecter les règles du pluralisme et de diversité ainsi que les principes éthiques du métier sans lesquels les libertés de presse et d'opinion risqueront bien d'être dévoyées de leurs véritables objectifs.

L'année 2013, nous ne l'oublions pas, sera certainement une grande année électorale. Des élections législatives et municipales s'y tiendront. C'est en prélude à ces futures consultations que la HAPA a organisé des rencontres et colloques sur le rôle des médias et les exigences de la mission du service public audiovisuel en période électorale. Des experts nationaux et internationaux,

des journalistes, des communicateurs, des juristes, se sont rencontrés autour de thèmes liés à la régulation des médias, ont débattu longuement et ont adopté des propositions et des recommandations qui serviront beaucoup à l'avenir.

La HAPA s'est également, largement investie dans la coopération internationale. Elle a en particulier participé activement aux rencontres du REFRAM et du RIRM, deux organisations de régulation d'Afrique Francophone et de Méditerranée. Cet intérêt pour la coopération internationale a bien été apprécié par les membres RIRM qui nous ont confié la présidence de cette importante organisation internationale.

Par ailleurs, la HAPA se dotera bientôt, d'un centre d'écoute et de suivi des médias, grâce à un partenariat avec la HACA, l'organisation-sœur du Royaume du Maroc. Ce centre nous aidera grandement durant les prochaines élections et dans notre mission de régulation au quotidien.

Nous abordons donc la nouvelle année d'un pas que nous souhaitons être sûr. Il est évident qu'il nous reste beaucoup à faire. Il est évident que les défis qui nous attendent sont beaucoup plus nombreux que ceux que nous avons jusqu'ici cru surmonter. Mais nous croyons qu'avec notre volonté, à nous tous membres du Conseil et personnel, avec le soutien de la communauté des médias nationaux et celle de tous nos partenaires, nous saurons avancer sur la voie que nous nous sommes tracée.

Deuxième génération de licences : *La HAPA lance un appel à manifestation d'intérêt*

Conformément aux dispositions de loi n° 045-2010 du 26 Juillet 2010, relative à la Communication Audiovisuelle, notamment ses articles 22 et 23, et sur demande du gouvernement, la Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel, a lancé le 03 novembre 2012 un second appel à manifestation d'intérêt pour la création de trois chaînes de télévisions privées commerciales en Mauritanie.

La HAPA a déterminé les éléments d'information devant figurer dans le dossier de réponse au regard du respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur, que ce soit en termes de thématique ou de vocation, tout comme de capacités de financement, de budget prévisionnel ou de viabilité économique.

Le retrait des dossiers de candidatures par les éventuels demandeurs a été fixé du 03 novembre

2012 au 27/ décembre 2012 au siège de la HAPA, contre accusé de réception.

Avec cet appel à manifestation d'intérêt, le processus de libéralisation du secteur audiovisuel mauritanien entre dans une nouvelle étape devant déboucher sur l'attribution de la deuxième génération de licences aux opérateurs de communications audiovisuelle privés commerciaux, dans un contexte médiatique pluraliste, régi par un cadre juridique qui garantit la transparence des procédures et l'égalité des chances des candidats. Rappelons que la première phase de la libéralisation des ondes a enrichi le paysage médiatique national de plusieurs opérateurs de service public dont Radio Mauritanie S.A. et ses 15 radios régionales et thématiques, 2 chaînes de télévision affiliées à TVM S.A., et de 7 opérateurs privés dont 5 radios et 2 télévisions commerciales.

HAPA-CENI :

Coordination et complémentarité en période électorale

En perspective des échéances électorales prochaines, le président de la HAPA, Monsieur Hamoud Ould M'hamed a reçu en audience le président de la CENI, Docteur Abdallahi Ould Soueid Ahmed, le 3 décembre 2012 au Siège de la HAPA. Les responsables de ces deux instances de régulation nationales ont examiné les voies et moyens de renforcer leur partenariat et de coordonner leurs actions complémentaires visant d'une part à organiser, les élections en cours de préparation et, d'autre part, à assurer dans le respect des valeurs de liberté, d'impartialité et d'équité, une couverture médiatique de la période électorale, qui reflète le caractère pluraliste de notre démocratie et la diversité des partis et des opinions politiques dans le pays. Conscients de la convergence des objectifs et de la complémentarité des missions de leurs institutions, les deux présidents se sont donné une vision commune de l'action à entreprendre et sont convenus de la nécessité de renforcer leur partenariat pour mieux remplir leurs mandats de régulateurs nationaux.



L'audience s'est déroulée en présence de M. Abderrahmane Ould Hamza, SG de la CENI, M. Sid Ahmed O. Dechagh, SG de la HAPA, et Mme Mounina Mint Abdoullah, Chargée de mission à la CENI. A la suite de cette rencontre, une réunion technique a été organisée pour identifier les besoins, notamment dans le domaine de l'équipement et de la formation afin d'aider la HAPA à mieux remplir ses missions de régulation.

Communiqué de presse :

Rappel aux obligations légales et professionnelles

La Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel a rendu public, le 4 décembre 2012, un communiqué de presse portant l'évaluation critique de l'offre de programmes et de la qualité du traitement de l'information des médias nationaux publics et privés. Le communiqué constate un recul sans précédent dans le respect des principes éthiques au niveau de certains médias, tant publics que privés, tous supports confondus.

Stigmatisant la persistance du monolithisme, il a invité les media à traduire dans les faits la libéralisation du secteur, en reflétant la diversité culturelle et le pluralisme politique et des courants d'expression et

d'opinion.

Il a souligné le déficit en production de qualité répondant aux attentes des différents publics, qui dénote l'incapacité de certains media à accompagner les avancées démocratiques et à s'adapter aux exigences de la mission de service public assignée aux médias par le gouvernement.

S'agissant du traitement de l'information, le communiqué a dénoncé certaines pratiques qui entachent la noblesse de la mission du journaliste et portent atteinte à l'éthique de sa profession. Il a rappelé les media au respect de «leurs obligations légales et professionnelles, celles de l'objectivité, de l'impartialité,

de l'équité, de l'équilibre rédactionnel et de l'authenticité des informations, qui sont indispensables à toute presse qui se veut crédible et qui tient à l'audience du grand public».

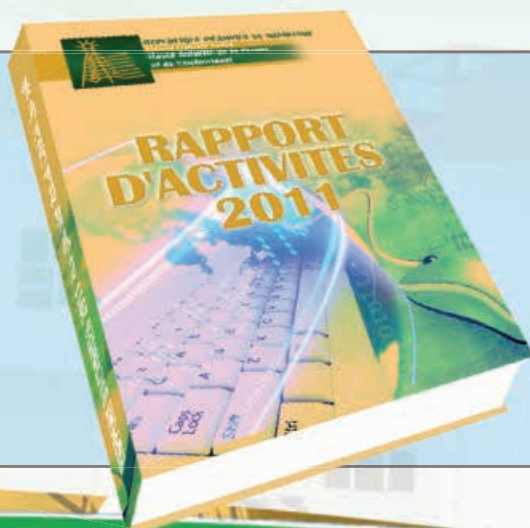
Le communiqué rappelle que la HAPA, « qui ne saurait, à aucun moment, se laisser entrainer dans des pratiques restrictives des libertés de presse et d'expression, restera ferme et intransigeante quant au respect des textes en vigueur ». Elle usera de tous les pouvoirs, qui lui sont conférés par la loi, pour faire respecter, les dispositions constitutionnelles et légales ainsi que les règles éthiques qui garantissent le droit du citoyen à l'information.

Sahara FM mise en demeure

La HAPA a adressé, le 9 décembre 2012, une mise en demeure à la station radio privée commerciale Sahara FM pour diffusion de message faisant l'apologie de la violence et incitant au terrorisme. Il s'agit d'interviews diffusées par ladite station, le 5 décembre 2012 dans le journal de 19 H. Cette tranche d'antenne était accordée à des personnes dont certaines sont condamnées par la justice mauritanienne. Parmi les interviewés, Mokhtar Bel Mokhtar, surnommé Bel Laawar qui a lancé un appel incitant la jeunesse mauritanienne à s'enrôler dans les rangs de groupes terroristes basés à l'extérieur et opérant contre notre pays. La diffusion de cet appel constitue une flagrante violation des dispositions des articles 9, 42 et 74 de la loi relative à la communication audiovisuelle et de l'article 54 du cahier de charges dudit opérateur.

Le rapport annuel de la HAPA est sorti

La HAPA vient d'éditer son rapport annuel 2012 relatif au plan de travail annuel de l'institution. Ce rapport qui sera bientôt rendu public, comprend plusieurs rubriques et des annexes. Il fait le bilan des activités de l'année 2011 et donne une vision de l'état d'avancement de la mise en œuvre de la politique nationale de libéralisation du secteur médiatique



Coopération franco-mauritanienne

Le président de la HAPA, Monsieur Hamoud Ould M'hamed a reçu en audience, le 15 octobre 2012 à son bureau, son excellence Hervé Besancenot, ambassadeur de France en Mauritanie, en présence de MM Sid Ahmed O Dechagh, Secrétaire Général de l'Autorité et du deuxième conseiller de l'ambassade de France à Nouakchott. Au cours de cet entretien, le président de la HAPA a fait une présentation sur les activités de son institution, le processus de libéralisation du secteur audiovisuel dans notre pays, la mise en place d'un fonds d'aide aux media et la création récente d'un conseil d'autorégulation de la presse. A son tour, l'ambassadeur de France a loué les efforts entrepris et exprimé sa disponibilité à accompagner la HAPA dans son action régulatrice. Les deux parties ont réaffirmé la volonté de renforcer leur coopération.



HAPA-UNESCO- ISESCO : Pour un partenariat durable

Au cours d'une visite effectuée à Rabat du 8 au 12 octobre 2012, Monsieur Hamoud Ould M'hamed, président de la HAPA a rencontré respectivement, Dr Abdel Aziz Ben Othman Touejry, Directeur Général de l'ISESCO et Monsieur Philippe Quéau, Directeur Général du bureau de l'UNESCO pour la région du Maghreb. Les discussions ont porté sur les voies et moyens de tisser

une coopération entre la HAPA et ses deux organisations internationales et de poursuivre les contacts en vue de sceller un partenariat qui réponde aux préoccupations et aux mandats de ces différentes institutions. A cette occasion, la HAPA a sollicité l'assistance de l'ISESCO et de l'UNESCO, notamment dans le domaine du renforcement de ses capacités techniques et opérationnelles.



Enfin un Conseil d'Autorégulation !

Une assemblée générale regroupant les responsables des associations, organisations et syndicats de la presse mauritanienne, s'est tenue les 25 et 26 septembre au siège de la HAPA, avec pour ordre du jour la mise en place d'un Conseil d'Autorégulation de la presse qui aura un avis consultatif auprès de l'instance nationale régulatrice des media.

A cette occasion, le président de la HAPA, avait prononcé un discours d'ouverture avant de se retirer laissant les journalistes délibérer

librement pour adopter leur statut et élire leurs instances. Dans son allocution le Président de la Haute Autorité a souhaité que le futur conseil soit une autorité morale consensuelle et crédible, et devienne source de fierté pour le pays dans un contexte régional et international où l'autorégulation a tendance à se substituer aux sanctions et aux dispositions pénales.

Après la séance d'ouverture, les journalistes qui ont valorisé l'initiative, se sont retrouvés seuls

pour discuter de la mission et des prérogatives de leur nouvelle instance, la doter d'un statut et d'un règlement intérieur et choisir de manière consensuelle ses membres. La réunion a été couronnée par l'adoption à l'unanimité du règlement intérieur d'un conseil appelé : Conseil d'Autorégulation de la Presse Ecrite et Electronique (CAPEE) et l'élection de ses 13 membres dont un bureau exécutif présidé par Madame Salka Mint Sneid et composé de 9 membres.

La HAPA élue à la Présidence du RIRM pour 2014

Le Réseau des instances des régulateurs méditerranéens (RIRM) a tenu sa 14ème Assemblée plénière les 22 et 23 novembre 2012 à Lisbonne. Au cours de cette Assemblée les instances régulatrices membres du réseau ont adopté une déclaration relative à la lutte contre les stéréotypes fondés sur le genre dans les médias audiovisuels. Elles ont adopté une déclaration donnant plein effet aux dispositions relatives au respect de la personne humaine et de l'altérité de la déclaration sur la régulation des contenus audiovisuels de 2008. Les régulateurs méditerranéens se sont engagés à œuvrer ensemble pour promouvoir une représentation non stéréotypée des femmes dans les médias audiovisuels.

Le Réseau créera un groupe de travail en son sein pour proposer des indicateurs et des outils d'évaluation, réaliser des études spécifiques et engager en ce sens une collaboration avec les médias.

La HAPA a été représentée par une délégation conduite par son président et composée de M. Saleh O. Dehmach, membre du Conseil et M. SID Ahmed O. Dechagh, Secrétaire Général. Ce dernier a présenté une communication sur la présence et le rôle de la femme dans les media en Mauritanie. A l'issue de cette Assemblée plénière, la Mauritanie a été élue à la vice-présidence du RIRM pour l'année 2014 et à sa présidence pour l'année 2015.

HAPA-HACA : Une coopération renforcée



Une délégation de la HAPA, conduite par son président et comprenant MM Ahmed Samba O. Abdallahi, Ahmedou Mbeirk O. Mohamd Abdallahi, membres du Conseil et Cheikh O. Ebbe, conseiller technique, s'est rendue à Rabat le 8 octobre 2012, pour une visite d'information et de coopération avec son homologue marocain, la Haute autorité de la communication audiovisuelle (HACA). Au cours de cette visite les deux institutions ont échangé leurs expériences et exprimé l'intérêt qu'elles accordent au développement de leur

coopération. C'est dans ce cadre que le président de la HAPA, Monsieur Hamoud Ould M'Hamed a obtenu l'accord de la Présidente de la HACA, Madame Amina Lemrini Al Ouahabi pour la formation des cadres de la HAPA dans divers domaines. Les deux parties ont également discuté les modalités pratiques d'acquisition, d'installation et d'exploitation d'un dispositif de monitoring des media audiovisuels au profit de la HAPA. La HACA, expérimentée dans ce domaine pour avoir équipés des pays africains et européens par cette technologie de pointe, a promis d'accorder à la partie mauritanienne des facilités exceptionnelles. A la suite de cette rencontre un accord a

été conclu au terme duquel la HAPA sera bientôt équipé d'un dispositif de monitoring pour l'enregistrement, le suivi et l'archivage des programmes des media audiovisuels, qui lui permettra de mieux jouer son rôle de garant du pluralisme et de la diversité. Par ailleurs, les deux institutions ont décidé d'un commun accord, d'œuvrer en partenariat pour l'organisation à Nouakchott d'une rencontre des instances de régulations des pays du nord et du sud du Sahara ainsi que l'engagement d'une action commune (HAPA- HACA) auprès de l'OCI pour la création d'un réseau des instances des pays islamiques.

La HAPA à Chypre



CYPRUS
RADIOTELEVISION
AUTHORITY

Une délégation de la HAPA, conduite par son président accompagné par M. Ahmed Samba O. Abdallahi, membre du Conseil, a participé à une conférence sur la télévision numérique organisée le 25 et 26 octobre 2012 à Limassol par l'Autorité Chypriote de radiotélévision en partenariat avec la Commission européenne et avec la participation des instances régulatrices méditerranéennes. Cette rencontre a permis aux régulateurs de 133 pays d'échanger leurs

expériences et de réfléchir sur les défis à relever en matière de régulation des media diffusés à travers les nouvelles technologies de l'information. Ils ont également discuté de leur rôle dans la régulation des contenus et des questions liées à la protection des mineurs. En marge de la conférence, le président de la HAPA s'est entretenu avec les présidents de l'autorité de régulation andalouse, du CSA français et de l'Autorité de radiotélévision de Chypre. Avec ses homologues, il a examiné les voies et moyens de renforcer la coopération entre la HAPA et ses différentes institutions européennes.

La Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel organise un séminaire Sous le thème :
" Nature et exigences de la mission de service public des media audio-visuels "
 Nouakchott le 31 Octobre 2012 à l'hôtel " Wissal " 31 أكتوبر 2012 بفندق " وصال "



Colloque : Nature et exigences de la mission de service public

La HAPA a organisé, le 31 octobre 2012 à Nouakchott, un atelier de réflexion et d'échanges autour du thème « nature et exigences de la mission de service public des media audiovisuels ». L'atelier avait pour objectif de cerner l'aspect conceptuel de la mission de service public, de préciser ses caractéristiques essentielles et de vulgariser la portée et les enjeux de cette mission. Il vise également à dégager des pistes de réflexion sur le rôle de la régulation et de l'autorégulation dans le contrôle du respect des obligations liées à cette mission, pour mieux servir l'intérêt général et le pluralisme démocratique conformément au droit de l'information en vigueur dans le pays.

La cérémonie d'ouverture de l'atelier s'est déroulée en présence de hauts responsables du gouvernement et des instances de régulation nationales. Ouvrant la séance, Monsieur Hamoud Ould M'hamed, s'est félicité de la participation d'éminents experts et spécialistes du droit et de la communication audiovisuelle, avant de rappeler que les media nationaux remplissent une mission de service public et « qu'ils sont assujettis à des règles professionnelles et éthiques, qui les obligent à informer de manière objective, à donner la parole à tous et à œuvrer à l'intérêt général ».

Au cours des travaux, les juristes et les spécialistes de l'information ont présenté des communications portant sur : « la théorie du service

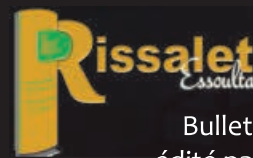
public : concept et portée », « la nature et les exigences de la mission de service public des media audiovisuels », « la restructuration des media publics audiovisuels » et « les obligations de service public des opérateurs de communication audiovisuelle privés ».

Les communications présentées ont été suivies de débats de haut niveau qui ont complétées les exposés, enrichi et approfondi les idées. Les participants ont centré leurs discussions sur l'aspect conceptuel du service public, ses fondements historiques, islamiques et jurisprudentiels, sa définition et ses caractéristiques essentielles. Ils ont cerné et analysé la théorie du service public, la situant dans son environnement juridique, institutionnel et politique, lié au contexte du libéralisme économique et de la mondialisation. Les participants ont rappelé les enjeux principaux de la mission de service public, notamment, la satisfaction de l'intérêt général, l'aspiration à des conditions de vie meilleures et l'accès universel aux services ; ainsi que ses principes fondateurs : la justice, l'équité et la réduction des disparités sociales. Plus spécifiquement le débat s'est appesanti sur les exigences du mandat de service public des media audiovisuels tant publics que privés, sa définition, son apport à la satisfaction de l'intérêt général et sa portée dans le contexte de libéralisation du secteur de la communication audiovisuelle en

Mauritanie.

Le débat autour des différentes questions a révélé la nécessité de sensibiliser les opérateurs et les usagers sur le sens, la finalité et les enjeux du service public et d'œuvrer au renforcement des capacités des ressources humaines par la qualification professionnelle et la formation dans le domaine de l'éthique et la déontologie.

A l'issue de leurs travaux, les participants ont formulé des recommandations relatives, notamment, au respect des exigences du service public, des obligations du cahier de charges et des contrats programmes pour préserver le droit du citoyen à l'information et à l'expression pluralistes. Ils ont insisté sur la nécessité de sensibiliser l'opinion publique, les opérateurs naissants et les usagers sur le concept, la portée et les enjeux de la mission de service public en matière de communication audiovisuelle.



Bulletin Spécial
édité par la HAPA

Avenue du Roi Fayçal BP: 3192

Tél: 45 24 10 88

Fax: 45 24 10 51

www.hapa.mr

Responsable de publication :

Hamoud Ould M'hamed

Infographie et Impression:

FLASHCOM

Mohamed Ould Yehdih

Atelier de sensibilisation au rôle des medias en période électorale

La Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel, en collaboration avec le PNUD, a organisé les 5 et 6 décembre 2012 à l'hôtel Khaïma à Nouakchott, un séminaire sous le thème : « rôle des medias en période électorale ». Des officiels de haut rang (ministres et présidents d'autorités de régulation) étaient présents à la cérémonie d'ouverture du forum qui a rassemblé des d'experts nationaux et internationaux, et une centaine de journalistes et acteurs des media. Ces journées ont débuté par une intervention de la Représentante résidente du PNUD en Mauritanie, Mme Safia Dia Date, qui a insisté sur le rôle crucial joué par les medias, en période électorale, comme témoins neutres et observateurs attentifs du scrutin. Cette mission contribue pleinement, a-t-elle précisé, à la transparence et à la crédibilité des élections. Elle a réaffirmé l'engagement du PNUD à accompagner la Mauritanie dans les domaines du développement économique et de l'enracinement de la démocratie.

Le Président de la HAPA, M. Hamoud Ould M'hamed, a retracé la démarche adoptée par son institution en vue d'enraciner le concept de régulation, d'encourager l'autorégulation, de promouvoir la libre expression et de faire respecter les lois en vigueur et l'éthique de la profession. Il a rappelé aux medias publics et privés l'obligation qui leur est faite de respecter les valeurs d'équité et d'impartialité et le

pluralisme de l'information et de l'expression, particulièrement en période électorale.

Le Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement Maître Hamdi O. Mahjoub est intervenu pour réitérer la volonté de son département de poursuivre les réformes déjà engagées. Il a retracé les avancées significatives qu'a connu le secteur ces dernières années, réaffirmant l'engagement du gouvernement à tout mettre en œuvre afin de soutenir fortement

» et « l'expérience de la presse mauritanienne en matière de couverture de la période électorale ».

A l'issue de leurs travaux et suite à des débats amples et riches, les participants ont formulé plusieurs recommandations invitant les journalistes à respecter les règles légales et professionnelles, à s'assurer en particulier de la véracité des informations avant de les publier, à refléter équitablement le pluralisme politique et à



le développement de la presse et de l'audiovisuel en Mauritanie, dans un climat de liberté et de sérénité.

Après cet échange d'allocution, les participants à ces journées de sensibilisation ont suivi plusieurs communications portant sur « le code électoral mauritanien », « l'expérience sénégalaise en matière de couverture médiatiques des périodes électorales », « la couverture des élections par les media en Mauritanie », « l'expérience de la HAPA dans la régulation de la couverture des élections par les medias audiovisuels privés

œuvrer à la préservation de l'ordre public et de la paix sociale en période électorale. A l'adresse des autorités, ils ont recommandé de faciliter l'accès à l'information, de soutenir la presse et les medias privés et d'accompagner les medias publics dans leur évolution pour qu'ils puissent devenir de véritables medias de service public, et de veiller à appliquer les sanctions prévues pour punir les campagnes déguisées et la publicité mensongère, notamment en période non électorale.

Une ambition pour les Ressources Humaines

Quatre ateliers de formation internes

Dans le souci de faire de la formation continue l'une de ses priorités d'action, la HAPA a organisé, au profit de ses cadres, quatre ateliers de formation interne portant sur plusieurs thèmes dont : l'interprétation des dispositions de certains textes organisant le secteur, la connaissance des engagements des opérateurs radiophoniques publics et privés, la problématique du genre, la représentation de la femme dans des media en Mauritanie et le traitement des questions liées à l'enfance dans leurs contenus, etc. Ces ateliers ont été animés par des membres du Conseil : Ahmed Samba O. Abdallahi, Ahmedou Mboirik O. Mohamed Abdallahi, Marieme Diagne et Saleh O. Dehmach, assistés par des Cadres de la HAPA. Ces formations avaient pour objectif de renforcer les capacités des ressources humaines au

sein de l'institution pour une meilleure maîtrise de la régulation des media et la mise en place d'une nouvelle forme de management, de concertation et d'échange autour des questions liées au mandat de la HAPA.

Plusieurs communications présentées ont été suivies de questions-réponses et d'un débat fort riche. Les travaux de ces différents ateliers qui se sont déroulés sous la supervision du président de la HAPA, ont permis aux cadres et agents de l'institution une meilleure connaissance des dispositions de la loi sur la liberté de presse, de la loi relative à la communication audiovisuelle, du décret organisant l'attribution de la carte de presse et des engagements des opérateurs radiophoniques à travers l'étude de leurs cahiers de charges.



Des cadres de la HAPA en formation à Dakar

Une délégation de la HAPA présidée par M. Ahmed Samba Ould Abdallahi, membre du Conseil de l'autorité et comprenant des cadres de l'institution, a effectué le 13 décembre 2012 à Dakar, un voyage d'études et d'échange d'expérience avec l'instance sœur chargée de la régulation des media audiovisuels sénégalais, le Conseil national de régulation de l'audiovisuel (CNRA). Les membres de ce groupe de cadres ont bénéficié d'une formation dans les domaines de la régulation et du monitoring en période électorale.



Transition numérique : L'Afrique au rendez-vous de l'histoire

Le Réseau francophone des Régulateurs des médias (REFRAM) a tenu, à Dakar du 5 au 7 novembre 2012 une conférence sous le thème : "la transition numérique", organisée par le Conseil national de régulation de l'audiovisuel (CNRA) du Sénégal. Au cours de cette importante rencontre, les experts et les acteurs des médias dans plusieurs pays du monde ont fait le point sur le processus du passage de l'analogique au numérique qui doit impérativement s'achever en 2015. Devant les participants au forum, le président sénégalais, Macky Sall a déclaré : "l'horizon du 17 juin 2015, date-butoir pour le basculement de l'analogique au tout numérique,

fixée par l'Union internationale des télécommunications, est déjà devant nous. L'histoire s'accélère et nous n'avons plus de temps à donner au temps". Il a invité les Etats africains à respecter cette date et à "mettre toutes les chances de leur côté pour passer cette étape de transition avec succès". Quant aux experts réunis, ils ont évoqué les enjeux de cette mutation technologique dont les défis sont de taille et l'impact sur l'audiovisuel si important que tous les pays du monde doivent s'engager résolument dans la préparation de leur migration vers le numérique. Tirant la sonnette d'alarme, ils ont rappelé l'imminence de l'arrêt du signal

analogique et fait remarquer que des pays africains trainent encore le pas dans le processus de transition numérique ; alors que 2015 c'est demain ! En fin, les participants ont invité les gouvernements africains à n'épargner aucun effort pour être au rendez-vous de l'histoire. Pour peu que l'Afrique se donne les moyens et se hâte à rattraper le retard qu'elle accuse, ce passage au numérique est encore possible. Rappelons que la HAPA, qui fait de cette transition numérique l'une de ses préoccupations, a présenté, au cours de cette conférence, une communication sur la libéralisation du secteur audiovisuel en Mauritanie.